

Allocations familiales

Mme Copps: Le député m'accuse de ne pas savoir de quoi je parle. Les Canadiens savent bien ce qu'est du thon rance et si nous devons en apporter une boîte à la Chambre pour que les députés comprennent, nous le ferons.

Des voix: Règlement.

Mme Copps: Mais en ce qui concerne l'objet même du débat, les allocations familiales, nous parlons effectivement de ceux qui seront les plus durement touchés par cette mesure. Le gouvernement prétend que \$22 ne sont pas grand-chose pour les familles canadiennes. J'estime, pour ma part, que les familles ordinaires et les familles monoparentales qui ont déjà du mal à élever leurs enfants, souvent en leur donnant du thon à manger, sont carrément les innocentes victimes des mesures budgétaires antifamiliales du gouvernement. Que l'on se donne la peine d'examiner ce train de mesures. Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Epp) a déclaré, à maintes reprises, que cette mesure favorisera les familles pauvres.

Considérons les faits. Considérons la vérité, pour autant qu'il soit possible au gouvernement de la révéler aux Canadiens. La vérité en dit long au sujet de l'orientation antifamiliale du gouvernement, telle qu'elle s'incarne dans cette attaque contre les allocations familiales. La vérité, c'est que par suite des mesures budgétaires du gouvernement Wilson-Mulroney, le pouvoir d'achat des familles qui gagnent \$15,000 par année va être réduit de près de \$2,000. En effet, par le biais des crédits d'impôt, des allocations familiales, et des exonérations fiscales, les familles qui gagnent \$15,000 par année vont perdre près de \$2,000.

Une voix: On ne vous entend pas.

Mme Copps: Je regrette que le député ait du mal à entendre l'opposition qui défend les Canadiennes. Je comprends que le député préférerait ne pas entendre la vérité...

M. Andre: Personne n'a de mal à vous entendre.

Mme Copps: ... quand c'est le gouvernement qui est en cause, car ils ne sont pas très nombreux les députés ministériels qui ont pris la défense des femmes et tenté de préserver leur chèque d'allocation familiale qui, pour les femmes qui ne travaillent pas à l'extérieur de la maison, constitue tout le soutien qu'elles obtiennent du gouvernement du Canada. Je comprends pourquoi le député tient à appuyer ses amis de Bay Street en exonérant de l'impôt leurs gains de capital jusqu'à concurrence de un demi-million de dollars, et en versant 1 milliard de dollars pour renflouer les banques, quitte à se laver les mains des \$20 que le gouvernement envoie aux familles qui se situent à l'échelon inférieur du revenu.

J'aimerais que les Canadiens comprennent tout de suite ce qu'ils ne manqueront point de comprendre lorsque ce budget retord et insidieux fera sentir définitivement ses effets. Une famille moyenne de quatre personnes qui touche le revenu canadien moyen perdra près de \$4,000 lorsque le budget fera sentir ses effets cumulatifs par suite de la désindexation, de la réduction des allocations familiales et du crédit d'impôt pour enfants, sans compter la taxe insidieuse dont le gouvernement continue de frapper plus de 2,000 fournitures médicales.

Je comprends pourquoi les ministériels se gardent bien de dire ce qu'ils pensent de ce projet de loi. C'est manifeste qu'ils

défendent les intérêts de Bay Street, des banques, des opérations de renflouage qui coûtent des milliards de dollars, et des conserveries de thon qui veulent un allègement des normes, mais pas ceux des Canadiens ordinaires. J'imagine que les ministériels ont eu des nouvelles de leurs commettants en général, des femmes en particulier, qui ne touchent peut-être pas de revenu d'autres provenances. Ils comptaient que le gouvernement prendrait l'initiative et remplirait ses promesses, ce qu'il n'a pas fait. Ces femmes s'attendent à ce que le gouvernement respecte sa promesse de créer l'espèce d'association économique entre les hommes et les femmes dont parlait le premier ministre dans la toute première déclaration qu'il a faite à la Chambre des communes.

• (1520)

[Français]

Malheureusement, on ne voit aucun leadership chez les progressistes conservateurs dans les programmes en ce qui concerne les femmes. J'aimerais vous avouer, monsieur le Président, qu'il y a beaucoup de femmes qui sont au foyer maintenant qui n'ont pas la capacité elles-mêmes de revendiquer du gouvernement une nouvelle justice en ce qui concerne les allocations familiales. Mais c'est à nous, les partis de l'opposition, de démontrer au gouvernement comment la population est contre la décision du ministre des Finances (M. Wilson) et d'abord et avant tout la décision du premier ministre de réduire de \$2,000 la possibilité et le pouvoir d'achat des familles les plus pauvres, les moins bien nanties du Canada. Je parle des familles de quatre personnes qui gagnent en moyenne \$15,000. Ce ne sont pas des gens riches. Ce ne sont pas des banquiers qui jouissent d'une grande protection ici à la Chambre, ce ne sont pas de grandes industries de thon, et on voit très bien que le ministre des Pêches et Océans (M. Fraser) est bien prêt à protéger les compagnies mais il n'est pas prêt à protéger la santé des milliers de Canadiens et Canadiennes. On voit, c'est bien clair, le virage de ce gouvernement, le «virage» des promesses qui ont été faites à la population canadienne.

Aujourd'hui, monsieur le Président, j'ai participé à une émission à la radio. Un homme qui a téléphoné de Kingston a dit pour l'émission...

[Traduction]

L'homme qui a participé à l'émission radiophonique a déclaré qu'il avait été dupé lors des dernières élections. Il a voté pour les conservateurs. Il a affirmé avoir été dupé parce qu'il avait cru le premier ministre (M. Mulroney) et le gouvernement quand ils ont dit que l'universalité était un dépôt sacré. Les gens ont cru le premier ministre quand dans sa première déclaration à la Chambre il a dit que l'une de ses priorités les plus importantes était de garantir la situation économique des Canadiennes. Ils l'ont cru quand il a dit que le soutien de famille serait la pierre angulaire sur laquelle reposerait la politique du gouvernement conservateur. Malheureusement, nous avons vu le premier ministre montrer la voie de la duperie au parti conservateur.

Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social a renoncé à ses responsabilités envers les Canadiennes et les petits Canadiens. Il a refusé d'aider les familles, ce qui avait été une caractéristique du gouvernement libéral jadis.